

Convention collective

IDCC : 1525. – **MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DUNKERQUOISE**
(31 août 1988)

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

ACCORD « SALAIRES » DU 15 JUILLET 2009

NOR : ASET0950983M

IDCC : 1525

Entre :

L'UIMM Flandre maritime,

D'une part, et

La FGMM CFDT DCA 59-62 ;

La CGT-FO ;

La CGT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires minima garantis annuels (SEGA) ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Les parties signataires tiennent en outre à préciser que la signature d'un accord, dans ce contexte difficile de crise, marque leur volonté de prendre en compte les difficultés rencontrées tant par les salariés que par les entreprises.

Cependant les organisations syndicales signataires tiennent à faire remarquer leur désaccord sur le fait que la valeur du point RMH n'a pas été revalorisée. Elles entendent également marquer leur inquiétude sur l'avenir de la prime d'ancienneté.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté reste inchangée. La valeur du point RMH, base 35 heures, reste fixée à 4,14 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA), valable pour l'ensemble de l'année 2009, fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2009.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres prévues à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paie de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise, ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé à la direction départementale du travail ainsi qu'au secrétariat-greffé du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 8

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 9

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} juillet 2009.

Fait à Dunkerque, le 15 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA) (année 2009)

Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise (sauf atelier)
I	1	140	15 983,00	
	2	145	15 999,00	
	3	155	16 021,00	
II	1	170	16 026,00	
	2	180	16 031,00	
	3	190	16 142,00	
III	1	215	16 447,00	AM1 16 447,00
	2	225	16 973,00	
	3	240	17 368,00	AM2 17 368,00
IV	1	255	18 273,00	AM3 18 273,00
	2	270	19 109,00	
	3	285	20 373,00	AM4 20 373,00
V	1	305	21 599,00	AM5 21 599,00
	2	335	23 052,00	AM6 23 052,00
	3	365	24 526,00	AM7 24 526,00
		395	25 141,00	25 141,00

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI
I	1	140	O1 15 983
	2	145	O2 15 999

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI
	3	155	O3 16 021
II	1	170	P1 16 026
	3	190	P2 16 142
III	1	215	P3 16 915
	2	240	TA1 18 073
IV	1	255	TA2 18 741
	2	270	TA3 19 762
	3	285	TA4 20 858

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI
III	1	215	AM1 17 115
	3	240	AM2 18 552
IV	1	255	AM3 19 094
	3	285	AM4 21 252
V	1	305	AM5 22 104
	2	335	AM6 22 461
	3	365	AM7 25 967
		395	26 594

**Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)
(inchangé depuis le 1^{er} juin 2008)**

Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine

Valeur du point : 4,14 €

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise (sauf atelier)
I	1	140	579,60	
	2	145	600,30	
	3	155	641,70	

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise (sauf atelier)
II	1	170	703,80	
	2	180	745,20	
	3	190	786,60	
III	1	215	890,10	AM1 890,10
	2	225	931,50	
	3	240	993,60	AM2 993,60
IV	1	255	1 055,70	AM3 1 055,70
	2	270	1 117,80	
	3	285	1 179,90	AM4 1 179,90
V	1	305	1 262,70	AM5 1 262,70
	2	335	1 386,90	AM6 1 386,90
	3	365	1 511,10	AM7 1 511,10
		395	1 635,30	1 635,30

Ouvriers

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	POINT à 4,14 €	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O1 579,60	28,98	608,58
	2	145	O2 600,30	30,02	630,32
	3	155	O3 641,70	32,09	673,79
II	1	170	P1 703,80	35,19	738,99
	3	190	P2 786,60	39,33	825,93
III	1	215	P3 890,10	44,51	934,61
	3	240	TA1 993,60	49,68	1 043,28
IV	1	255	TA2 1 055,70	52,79	1 108,49
	2	270	TA3 1 117,80	55,89	1 173,69
	3	285	TA4 1 179,90	59,00	1 238,90

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	POINT à 4,14 €	MAJORATION 7 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM1 890,10	62,31	952,41
	3	240	AM2 993,60	69,55	1 063,15
IV	1	255	AM3 1 055,70	73,90	1 129,60
	3	285	AM4 1 179,90	82,59	1 262,49
V	1	305	AM5 1 262,70	88,39	1 351,09
	2	335	AM6 1 386,90	97,08	1 483,98
	3	365	AM7 1 511,10	105,78	1 616,88
		395	1 635,30	114,47	1 749,77